

Expansion des exportations

éludé de nombreuses questions d'un simple geste de la main. Il a plaisanté et ri et tourné en ridicule la première réunion du comité à laquelle il s'est présenté.

Cependant, nous adoptons ce bill aujourd'hui en dépit du comportement du président, en dépit de ses réponses évasives. D'après un grand nombre de membres du comité, il aurait aussi bien fait de rester dans son bureau.

Nous nous inquiétons du manque de services offerts aux petites entreprises, aux petits exportateurs. Comme c'est souvent le cas dans la vie, nous ne pouvons déterminer des valeurs que par comparaison. Il nous a fallu comparer les activités de la Société à celles de la Banque EXIN aux États-Unis. Nous avons informé en détail le comité de l'aide qu'apportait cet organisme aux petits exportateurs. Nous avons discuté de cette question en comité lors de la 29^e législature.

Le président et les représentants de l'Association des exportateurs canadiens nous ont dit que les ventes de moins d'un million de dollars entraînaient trop de frais—elles comportaient trop de détails. Nous avons récemment insisté de nouveau sur cette question lors de réunions du comité permanent, et nous avons constaté, à notre grande surprise, qu'en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations, il avait été décidé qu'elle financerait des ventes inférieures à un million de dollars. Nous l'avons appris, non pas par la Société, mais par un article d'un journal de Vancouver à la suite d'une lettre adressée par la Société pour l'expansion des exportations au ministre de l'Industrie de la Colombie-Britannique.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) n'a publié aucun communiqué et la Société n'a pas eu la courtoisie de communiquer ce renseignement aux membres du comité permanent. Nous en avons entendu parler à la suite d'un communiqué du ministre de l'Industrie de la Colombie-Britannique, et c'est ainsi que cette décision fut annoncée dans un journal. Cela suffit à illustrer le mépris complet dans lequel le président de la Société pour l'expansion des exportations tient le Parlement et, si j'ose le dire, sans doute le ministre également. Il quitte son poste. Je lui souhaite bonne suite, mais je suis heureux de le voir partir. Ce n'est pas là un mot très charitable, surtout en cette saison, mais je ne me sens pas d'humeur très charitable aujourd'hui.

Et je parie, monsieur l'Orateur, qu'on trouverait difficilement une petite entreprise canadienne, je veux dire une entreprise susceptible d'exporter, qui soit au courant du changement de politique décidé par la SEE. Au cours de l'examen article par article du bill, nous avons présenté des amendements prévoyant l'insertion, dans la loi, de cette politique de financement des exportations inférieures au million de dollars.

Nous avons également essayé de prévoir des garanties et des avals à l'exportation, à l'intention des banques à charte canadiennes et des autres établissements de crédit, tant canadiens qu'étrangers, désirant financer les petits exportateurs canadiens. Le président de la SEE ne nous a fourni à ce sujet que des balivernes, des phrases alambiquées dépourvues de sens. Par contre, le ministre s'est engagé à faire établir par ses services un programme à l'intention du petit exportateur canadien, et à faire étendre le bénéfice de la loi à des établissements autres que la SEE qui voudraient participer au financement des exportations. Je félicite le ministre pour cette initiative. Je le crois homme de parole. J'ai donc confiance qu'il exécutera cette promesse.

● (1510)

Nous nous inquiétons du ralentissement de l'activité dans les pays importateurs. Nous savons tous que le ministre ne manque pas de difficultés sur ce plan. Les économies occidentales sont assaillies de problèmes très sérieux. Je ne chercherai donc pas à en atténuer la gravité, pour accuser le ministre de carence. Je pense qu'il fait un excellent travail.

J'aimerais également voir repenser l'ensemble de la mission de la SEE. La réorientation donnée à la Banque d'expansion industrielle, avec la présentation du nouveau bill prévoyant la création de la banque fédérale de développement m'a fait une excellente impression. J'espère que cela fournira au ministre un cadre d'action, en conjonction avec la SEE; il pourrait donner à cet égard une orientation et une impulsion nouvelles. La SEE devrait mettre un terme à ses habitudes de secret et aux difficultés qu'elle nous fait lorsqu'il s'agit de communiquer des renseignements; elle devrait exposer la situation au grand jour, pour que le monde canadien des affaires puisse profiter de son existence.

Par exemple, lors d'une réunion du comité, j'ai interrogé le président de la Société pour l'expansion des exportations sur les prêts accordés aux pays de l'OPEP, et il a admis que nous leur avons en effet accordé de tels prêts, dont certains, pensait-il, étaient mentionnés dans ces rapports. Il m'a même indiqué la page du rapport. A la fin de la séance, le président est venu me voir et m'a mis sous les yeux un des rapports que le ministre lui avait, de toute évidence, demandé au sujet des pays de l'OPEP, un rapport de plusieurs pouces d'épaisseur. Je lui ai demandé s'il pouvait me le laisser, mais il a dit qu'à son grand regret, il ne le pouvait. Tout ce que j'ai pu obtenir de lui, c'est que les prêts accordés aux pays de l'OPEP se chiffraient à 258 millions de dollars.

Les députés n'ignorent pas que ces pays tiennent actuellement les ficelles de l'économie du monde occidental. J'espère donc que le ministre va étudier de près le financement à l'exportation que nous accordons aux pays de l'OPEP. Nous ne voulons pas imposer de restrictions à nos exportateurs, mais nous devons avoir une certaine prise sur eux, et c'est là un moyen que nous pouvons utiliser.

En outre, j'aimerais qu'on fasse une révision complète de la politique de la Société pour l'expansion des exportations. Il faudrait lui donner de nouvelles lignes directrices qui tiennent compte de notre stratégie industrielle. Il faut entièrement repenser notre position commerciale et la réorienter en fonction d'un objectif national. A l'heure actuelle, notre position commerciale dans le monde est incertaine. Je pense que nous allons connaître une période difficile. Si la tendance actuelle s'affirme, nous accuserons un déficit de près de 2 milliards de dollars pour l'année courante. J'espère me tromper, mais si les chiffres dont nous disposons sont exacts et si cette dégringolade continue, tel est le déficit que nous enregistrons.

Nous connaissons tous la position du gouvernement au sujet de l'abandon des exportations de pétrole, qui aura de grandes répercussions sur notre balance des paiements et influe automatiquement sur l'orientation future de nos exportations. D'autres secteurs de notre économie devront récupérer la masse de dollars.

Je crois qu'une société de la Couronne comme la SEE, qui dispose d'environ 5 milliards de dollars, a besoin d'être remise au point. Il lui faut une nouvelle orientation et en plus grand contrôle ministériel, ainsi que de bons principes directeurs touchant tous les aspects de notre économie.